



Edmund Stoiber,  
à la tête de la puissante Bavière.



L'Ecosse retrouve un Parlement.

version de la souveraineté fiscale (le "concierto economico"), son courage politique (reconversion industrielle), sa vision originale du développement (la culture avec le Guggenheim, la recherche et la technologie avec les "clusters",...). Les indicateurs sont pour la plupart au vert : croissance économique, emploi, formation, niveau de vie, protection sociale; accès aux soins...

Euskadi et la Bavière démontrent jour après jour que l'autonomie "ne s'use que si l'on sert"... C'est assurément la principale conclusion qu'il faut en retirer.

## Autonomie régionale et croissance économique

La marasme économique, pas plus que le centralisme, ne sont des fatalités. Mais il n'est pas facile de démontrer un lien de cause à effet entre niveau d'autonomie et degré de développement. Une chose est certaine cependant : il y a bien un "cercle vertueux" par lequel le volontarisme politique et la proximité institutionnelle alimentent le développement et la croissance.

Tout d'abord, la démographie et la puissance économique sont devenues de vrais facteurs de légitimité en Europe. N'oublions pas que plusieurs régions sont plus grandes et plus peuplées (Catalogne, Bavière, Piémont, Ile de France) que nombre d'Etats membres de l'Union (Estonie, Danemark, Slovaquie, Luxembourg, Malte...).

Mais d'un autre côté, le niveau d'autonomie et de décentralisation régionale est loin d'être homogène si l'on compare l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et l'Espagne à la Grèce, la Pologne ou le Portugal. La France, c'est bien connu, occupe une timide position intermédiaire avec sa structure décentralisée et inachevée.

Le grand problème français, c'est précisément que la décentralisation issue des lois de 1982 ne plaide pas vraiment pour l'autonomie régionale. Et ce pour plusieurs raisons :

la décentralisation ne remet pas en cause l'empiement des niveaux de collectivités (au contraire, elle la renforce, avec l'intercommunalité et les pays),

la décentralisation favorise depuis une décennie les transferts de gestion (allocation personnalisée d'autonomie, RMI, personnels ouvriers des lycées et collèges,...)

la décentralisation alourdit les charges de fonctionnement des collectivités (pression fiscale, endettement, dotations de l'Etat).

Il suffit de rappeler que désormais 60% des ressources financières des régions proviennent de l'Etat... Un comble : ce n'est rien d'autre que de la "recentralisation" rampante !

Aujourd'hui, les seuls véritables leviers de développement dont disposent les collectivités locales tiennent aux infrastructures (transports, télécommunications...) et à leur capacité à animer et coordonner les acteurs sur leur territoire.

Il est vrai que la nouvelle économie, mondialisée par définition, n'a pas aboli le local, même si l'autonomie régionale renforce la compétition entre les territoires. La globalisation privilégie les grandes agglomérations (capitales européennes, mais aussi régionales, comme

Barcelone, Munich, Strasbourg ou Milan), lorsqu'ils sont connectés à l'économie mondiale et pourvus de services de qualité pour les entreprises et les cadres.

Qu'on ne se fasse pas d'illusions, dans ce contexte, les politiques de péréquation, de solidarité, ne peuvent que rendre "l'inégalité socialement acceptable". Il en va de même pour les disparités de développement entre territoires. Dès lors, c'est certain, l'autonomie régionale est une condition de survie. Elle peut aussi devenir un véritable atout.

Bien utilisée, l'autonomie régionale, qui rime en principe avec démocratie et proximité, permet de "faire des miracles". Elle crée de nouvelles conditions d'égalité des chances entre territoires, dans la mesure où de nos jours, la formation, la recherche, bref, les ressources immatérielles, comptent souvent plus que la position géographique, les réserves naturelles ou le bas coût de la main d'œuvre. C'est donc une opportunité pour les vieilles régions de la "vieille Europe" de prendre leur part dans la croissance économique mondiale.

## La concurrence régionale (PIB par habitant)

Flandres	22 295
Nord Pas de Calais	16 921
Alsace	21 897
Bade Wurtemberg	25 505
Provence Alpes Côte d'Azur	19 154
Piémont	25 661
Midi Pyrénées	18 539
Catalogne	21 389
Aquitaine	19 415
Euskadi	21 454

Sources Eurostats



## Communauté autonome basque

### Encore une « fusée » à destination du Lehendakari Ibarretxe

Tout laissait croire que la plainte devant la justice, déposée par le « FORO d'ERMUA » proche du Parti Populaire d'Aznar, contre le fait qu'Ibarretxe ait rencontré le 19 avril dernier trois dirigeants, et non des moindres, du parti Batasuna illégalisé, Otegi, Barrena et Petrikorena, serait demeurée lettre morte.

Entre temps en effet, la direction du Parti Socialiste en Euskadi, Patxi Lopez à sa tête, avait eu de la part du juge Garzon l'autorisation de rencontrer au mois de juillet dernier une délégation de ce même Batasuna.

Détrompez-vous, chers lecteurs, le Tribunal Supérieur de Justice du Pays Basque (TSJPV) a décidé en ce début d'octobre de prendre en considération la plainte du FORO et de poursuivre l'instruction. Ainsi le Président du Gouvernement Basque pourrait-il être conduit à se présenter devant le juge pour avoir commis un délit de désobéissance. Ce même délit concerne également les trois membres de Batasuna présents à la dite réunion.

Miren Azkarate, porte parole du Gouvernement, a immédiatement réagi et fait une déclaration en trois points.

1. Dans le processus de paix en cours, chacun sait que Batasuna est un interlocuteur non seulement reconnu mais indispensable. Zapatero lui-même traite secrètement avec cette mouvance.
2. Le fait que le Tribunal Suprême Basque s'aligne à présent sur ceux qui tentent d'empêcher le bon déroulement de la démarche engagée pour obtenir la paix, est un fait surprenant et inquiétant.
3. D'un côté le juge Baltasar Garzon autorise au mois de juillet la rencontre des socialistes PSE avec Batasuna et de l'autre le Tribunal Suprême décide de poursuivre le chef du Gouvernement

basque pour un fait similaire. C'est pour le moins étonnant ! Y-a-t-il deux poids et deux mesures au plus haut niveau des instances judiciaires ? La question se pose.

### Après la décision du Tribunal Suprême du Pays Basque

De nombreuses déclarations ont eu lieu dans la presse et à travers les ondes suite à cette décision.

La porte parole Miren Azkarate a souligné que la Justice dira ce qu'elle doit dire mais que la société basque, elle, a déjà jugé le Président du gouvernement autonome. Cela est important. La plupart des hommes politiques ont dit leur surprise. Ceux représentant la sensibilité abertzale considèrent que l'attitude des juges ne va pas dans le sens de l'apaisement, ni des efforts vers la paix et vers le dialogue.

### Le nœud « gordien » du problème basque

Il ya bientôt trente ans, un accord est intervenu autour de la Constitution de 1978 entre tous les partis politiques, depuis la droite conservatrice jusqu'au parti communiste de Santiago Carillo. Elle a été soumise à un referendum national et acceptée sauf par l'immense majorité de la population basque de la Communauté Autonome. Certes un statut d'autonomie, celui de Gernika auquel ont participé les représentants de la Communauté, comme première étape vers plus d'autonomie fut approuvé. La majorité abertzale alors a fait le choix du dialogue en particulier le Parti Nationaliste Basque. E.T.A., de son côté, a poursuivi sur le chemin de la lutte armée. Trente ans plus tard, l'aspiration nationaliste, celle du droit du peuple basque à choisir son destin, est demeurée intacte. E.T.A. ou pas, le droit à décider démocratiquement est là, inaliénable. Il n'est pas le nœud « gordien » mais bien

le nœud du débat, celui qui se règle par le dialogue et non par l'épée. Le Président Ibarretxe nous invite à le suivre dans cette quête difficile. C'est tout le sens de son discours annuel à la nation basque de la fin septembre.

### Propositions du Lehendakari en route vers la paix négociée

Le Président Juan Jose Ibarretxe a choisi « le discours annuel à la nation », prononcé lors de la rentrée parlementaire à Gasteiz, pour proposer les étapes qui doivent conduire le pays à la paix définitive.

1. Passer des rencontres bilatérales au dialogue entre tous les partis politiques pour constituer une « table commune ».
2. Fixer les principes de base éthiques et démocratiques à partir desquels auront lieu les pourparlers de paix : principe éthique tel que le respect des droits humains tant individuels que collectifs.
3. Le Président propose l'adoption du manifeste de l'association « Ahotsak » (voix) de femmes des 7 provinces basques en faveur de la paix, comme document fondamental des pourparlers de paix. Dans le même temps, un tel choix serait une sorte d'appel aux forces politiques de ce pays pour appliquer la notion d'égalité entre les hommes et les femmes tout au long du processus de paix.
4. Ibarretxe souhaite une fois encore la création d'un « comité politique de travail », lequel est chargé de fixer une méthodologie permettant le bon fonctionnement de la « Table commune des forces politiques ». Le comité politique constituerait la 1<sup>ère</sup> étape du parcours vers la solution finale.
5. Quant à la Navarre et à Iparralde, le chef de l'exécutif de la communauté souhaite que l'un et l'autre aient à travers leurs représentants le libre choix de se joindre à la « Table commune » ou bien à mettre en place chacun leur propre table.

## Navarre

### Miguel SANZ : identique à lui-même

Les mois passent et les choses se modifient. Ce n'est pas le cas du président du gouvernement Navarrais, dont le discours continue à être le même. Un journaliste écrivait récemment : « décidément l'obsession de M. Sanz est pathologique », il demeure anti-tout ce qui est basque de près ou de loin. Voici peu il déclarait qu'une université bilingue, basco-espagnole par exemple, est de moindre qualité qu'une université monolingue espagnole.

D'une récente enquête du gouvernement Navarrais dans la région de Pampelune, il ressort que 71% des personnes interrogées souhaitent que leurs communes soient incluses dans la zone dite « mixte », c'est-à-dire où les possibilités d'apprendre la langue basque sont plus grandes. Cela entraînerait de facto la pose de panneaux signalétiques bilingues coûteux. Informé du souhait de la population, la président Sanz a souligné que le bilinguisme est du ressort de la loi dite de l'Euskara et que, par conséquent, il n'y toucherait pas. Moyennant quoi la région de Pampelune restera hors de la zone scolaire dite « mixte ».

### Le pont d'Inderlaza : « l'Arlésienne »

Il s'agit du pont d'Inderlaza situé en ce lieu particulièrement étroit et encaissé dominant la Bidassoa, lorsque l'on quitte Behobia pour se rendre vers Pampelune. Un lieu bien connu où l'on était systématiquement contrôlé durant la dictature franquiste, celui aussi où l'on payé un droit de passage entre la Navarre et le Gipuzkoa. Point stratégique surveillé souvent par les contrebandiers et qu'il s'agissait d'éviter coûte que coûte, comme le firent en leur temps les enfants Finali sous la conduite de Susperregui, berger à Urrugne. Après bien des palabres, après de nombreuses décades, ce pont qui mérite bien le nom de l'Arlésienne va être refait ; c'est ce qu'on a décidé à Irun, Alvaro Miranda et Javier Zurriarain respectivement chargés de transports, l'un à Iruña et l'autre à Donostia. Un crédit de 120 million d'euros a été ouvert, destiné à la remise en état du trajet routier de Yanci-Irun (19 km) dont 13 millions pour la réfection du pont à la charge de l'entreprise Javier-Manterola.

Pour la petite histoire, l'ultime tronçon de route Inderlaza-Irun situé face au bourg de Biriatoou et propriété de la Navarre, bien que situé en Gipuzkoa, sera entièrement financé par ce dernier. Il est prévu qu'il sera cédé au Conseil général de San Sébastien dans un délai maximum de 15 ans environ.

Pour la grande histoire : c'est à Inderlaza qu'arrivait le train blindé d'Elizondo via Vera pour bombarder la ville d'Irun au moment où les troupes franquistes tentaient de s'en emparer (1936-1937).

### Parlement Navarrais : Réforme de l'impôt sur le revenu

Le PSN (Parti Socialiste Navarrais), la gauche unie (I.U.), Aralar et E.A. (euskaldun) ont fait bloc au Parlement en cette fin d'été face aux conservateurs (UPN et CDN) pour rejeter leur projet de réforme sur l'impôt sur le Revenu. Cette réforme qui prévoit certes une diminution d'impôts de 9% est, à leur yeux, injuste et régressive. Elle aboutirait à réduire le poids fiscal sur les hauts revenus et n'aurait que peu de répercussion sur les impôts des classes défavorisées. « En bout de chaîne, un travailleur à revenus moyens économiserait 150 euros, par contre, celui des tranches supérieures bénéficierait d'un avoir de 500 euros ». C'est ce qu'on a déclaré, chiffres à l'appui, les députés de l'opposition. De nombreux amendements ont été déposés. Ceux-ci ont cependant peu de chances de prospérer, compte tenu de la composition conservatrice du Parlement Navarrais. Cette tendance détiend en effet la majorité et absolue des sièges.



Le Lehendakari Agirre prête serment.

## Agirre montre la voie

Le 8 octobre 1936 le journal Euzkadi titrait « le Gouvernement basque est constitué ». Jose Antonio de Aguirre y Lekube a été proclamé Lehendakari, Président du gouvernement Basque, la veille dans une session solennelle devant le Parlement, la casa de Juntas, de Gernika, et a prêté serment sous l'arbre célèbre, symbole des libertés basques. Cela fait pourtant des mois que les Basques autour du Parti le plus important du Pays basque, EAJ-PNB, essayaient, sans succès, d'obtenir un sta-

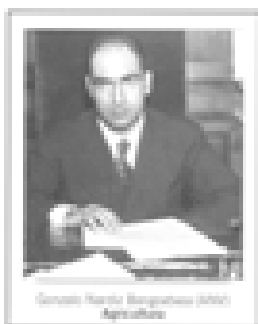
tut d'autonomie pour leurs provinces, à l'instar de la Catalogne. Il aura fallu beaucoup de négociations avec Madrid après le soulèvement franquiste où paradoxalement Francisco Franco et des troupes marocaines sont censés venir rétablir l'ordre chrétien prétendument en danger sur le territoire espagnol ! Ce jour-là le 7 octobre depuis 9 heures du matin, les partisans de la légalité, nationalistes basques, républicains et socialistes, se sont unis pour faire triompher le droit et un régime légitime. Le

choix d'EAJ-PNB est clair : la légalité est la source des succès futurs, une philosophie que certains, 50 ans plus tard, ne respecteront pas, ce qui les mènera vers le mur et l'échec. Le choix du 6 octobre est le choix de l'honneur. Il montre également que le Pays basque avait majoritairement choisi la voie démocratique ce jour-là, qu'il avait choisi l'union des Démocrates autour d'un projet commun pour diriger le pays. Une attitude plus que jamais d'actualité 70 ans après.

### Les ministres du premier gouvernement basque



Lehendakari Euzkadi'ko Leizola  
Primer Gobierno de Euzkadi  
1936





## Agirre, igarle pragmatikoa

Larunbatean ospatu zen, Gernikan, Jose Antonio Agirrerren lehendakartzapean osatutako lehen Jaurilaritzaren 70. urtebetetzea. Astebete aurretik aurkeztu zuen, Bilbon, Ludger Mees historialariak "El profeta pragmático. Aguirre, el primer lehendakari (1936-1960)" biografía eta irailean bete ziren 50 urte Agirrerren beraren eraginez eratu zela, Parisen, Lehen Euskal Mundu Kongresoa.

Ludger Mees irakasleak burututako biografiak ez ditu, segururik, irizpide politiko guztiak asetu. Ez etsai amorratuak, ezta zale liluratuak ere. Baina, esanak esan, inork ezin izango dio behintzat Agirrerrekiko zorrotasun eta maitasunik ukatu. Meesen ekarriari jaramonik egingo badiogu, aurrengo lehendakariak ez zuen beti asmatu baina, akats guztien gainetik eta mitifikazio guztien azpitik "fue el político vasco

más popular, respetado e influyente del siglo XX".

Agirre lehendakariak ez zuen, ez, beti asmatu, baina berak ordezkatzeko du euskal abertzaletasunaren aurpegiarik modernoenetakoa. Berak eta bere lankideek duela 50 urte landu zituzten orain pilpolean ditugun abiapuntu politikoak: nazio zibikoa eta aniztasuna; europar batasuna eta nazioarteko elkartasuna; giza-duintasuna eta mehatxurik eza; burujabetza partekatua eta interdependentzia... Zoritxarrez, oster, klandestinitatean aritu beharrak ez zuen belaunaldiarteko zubigintzarik erraztu. Alderantziz, auskalo gero ez ote dugun Francori esker pare bat belaunaldi alferrik galdu...

Hala ere, gauzak guztiok nahi bezala gertatzen baldin badira, datozkigun garaia aproposak

izango dira Agirrerren doktrina berri indarrean jartzeko: helburutan irmo eta urraspidetan malgu. Jarrera bikoitz honi datzeko Ludger Meesen biografiaren titulua. Igarlea, nondik norakoa gogoan izateko, eta praktikoa, eguneroko ahalmenak bideratzeko.

Agirre gai izan zen, besteak beste, familia politiko kontrajarriak egitasmo bateratuaren inguruan elkartarazteko. Eta, orain ere, Agirrerrenak egiteko gauza denak etorkizuna asmatuko du.

Amatiño (Deia)



## Un lapsus de paix ou un processus de plus ?

Où en est le processus de paix au Pays-Basque ? Cette fois, est-ce bien le bon, comme nous l'espérons tous ? D'après le gouvernement espagnol, il suit son cours et tout est normal. On voudrait en être persuadé. Mais il y a quand même de la part de l'autre acteur, c'est à dire de l'E.T.A., comme de l'énervement dans l'air et plus précisément des coups de feu puisque, récemment, dans une manifestation publique, deux encagoulés armés jusqu'aux dents (parce que plombées ?) ont tiré quelques rafales viriles en l'air, juste avant et après la lecture d'un communiqué par un autre encagoulé à la cagoule spéciale dite « porte-parole de l'organisation », un très joli modèle avec ouverture échancre au niveau de la bouche. La lecture en question n'était pas celle de l'Evangile du jour mais le laconique et cependant très précis message suivant : « E.T.A. ne déposera pas les armes jusqu'à l'indépendance et l'instauration du socialisme en Euskal Herria ! » Il y a de quoi,

là, doucher les plus optimistes d'entre nous. A priori un processus de paix consiste à rapprocher les points de vue des deux partis jusqu'à rendre un accord possible. On mesure à la teneur de cette lecture publique le chemin déjà parcouru ! On se croirait retourné trente ans en arrière, en 1976, au début de la transition démocratique. Ou je me trompe ou alors si tout va comme le souhaite le gouvernement espagnol, celui-ci va bientôt nous annoncer la déposition du roi et la restauration du Franquisme. Grâce aux progrès de la génétique et du clonage, on déterrera Franco pour la prochaine journée de l'Hispanidad afin qu'il reprenne les rênes de l'España Grande y libre d'une main tremblante et décharnée mais ferme. Le monde entier pourra assister au spectacle grandiose des avancées triomphales de la Science en regardant la télévision. En noir et blanc, évidemment.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA  
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84  
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi  
Design graphique / mise en page : Izar Design

Comité de rédaction :  
Fernando ALMANDOZ, Aitor ARANDIA,  
Jean BARENETCHE, Ramuntxo CAMBLONG,  
Gilles CHOURY, Gorka, Christophe IRASSART,  
Beñat OTEIZA, Manuel VAQUERO.

N° CPPAP 0608 P 11238



Réunion d'Erosi

## Des concurrents qui travaillent ensemble

La coopération entre industriels devient nécessaire dans la compétition mondiale. Des professionnels de l'agro-alimentaire l'ont bien compris en Iparralde. La plateforme d'approvisionnement Erosi en est un nouvel exemple. Son président, Peio Etxeleku nous montre l'avantage pour chacun de coopérer.

**Le groupement Erosi permet de réduire des coûts d'approvisionnement par un achat groupé entre professionnels de l'agro-alimentaire. Quelle est la réduction obtenue ?**

L'expérience est encore récente, puisqu'Erosi (acheter en basque ndlr) a été créée en octobre dernier. Il regroupe 21 entreprises de l'agroalimentaire. L'approvisionnement en commun concerne les domaines non stratégiques non liés aux savoirs faire spécifiques de chacun. Il concerne aussi bien les emballages, l'énergie, les télécommunications ... Une commission d'achat a été constituée pour chacune des 10 familles de produits identifiés. Elles travaillent sur le recensement des besoins, puis, un dossier d'appel d'offres est constitué, les fournisseurs existants ou possibles sont contactés. Des discussions ont lieu avec chacun d'entre eux pour n'en retenir qu'un nombre restreint. Le gain tarifaire est obtenu par l'effet des volumes achetés en commun. Actuellement, l'économie obtenue sur 3 familles de produits est en moyenne de l'ordre de 20 à 30%. La disparité est grande suivant les entreprises. Au-delà de l'impact financier, le partage d'expérience est très enrichissant.

**Quelles ont été les principales difficultés pour la mise en place de ce travail en commun ?**

Au départ, le risque résidait dans le manque de transparence des uns et des autres sur les conditions d'achat avec les fournisseurs. Mais le groupe est très motivé et tout le monde a joué le jeu, malgré la difficulté de dévoiler dans certains cas, aux concurrents son mode de fonctionnement. La principale difficulté est le volume de travail demandé par ce type d'orga-

nisation. Un prestataire extérieur nous soutient dans ce travail.

**Quelles sont les autres pistes de coopération à explorer ? Erosi est-il l'amorce d'un cluster de l'agro-alimentaire ?**

L'initiative Erosi a conduit les uns et les autres à se retrouver pour réfléchir à d'autres pistes de coopération possibles. Elles dépendent des stratégies de chacun et des complémentarités possibles. Par exemple, il est certain que des entreprises qui utilisent des types de réseaux de distribution différents auront du mal à collaborer sur le plan commercial. C'est pourquoi tout le monde ne peut pas travailler avec tout le monde dans tous les domaines. Des sous-groupes de rencontre peuvent se constituer naturellement pour travailler sur des projets concernant essentiellement la commercialisation et la logistique.

**Quelles sont les potentialités de l'agro-alimentaire locale à développer ?**

Sans être exhaustif, quelques pistes seraient à explorer : la protection et la promotion de l'image Pays basque, la mutualisation des efforts dans l'innovation avec un centre de recherche sur de nouveaux produits, chacun a ses propres réseaux, mais la mise en commun serait avantageuse, le regroupement d'employeurs pour répondre au besoin en main d'œuvre et la spécificité des saisonnalités de nos métiers, la mise en commun pour une certification de qualité. Nous sommes tous des PME immergées dans la concurrence mondiale. Il nous faut trouver un maximum de sources de gain de productivité pour y répondre.



Peio Etxeleku



# Y-a-t-il un avenir pour le web en Pays Basque ?

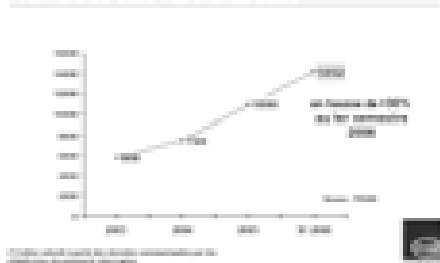
Caroline Phillips

PDG de Phillips Internet Consulting  
Agence web, fondée en 1996  
www.phillips-internet.com

Avant de vous donner ma réponse... juste quelques chiffres sur l'état du e-commerce, rien qu'en France :

Au premier semestre 2006, les ventes sur Internet ont augmenté de 43%. Sur les six premiers mois de l'année, les sites de vente en ligne ont vu leur chiffre d'affaires progresser de 43% par rapport au premier semestre 2005 et de 14% par rapport au deuxième semestre 2005.

Nombre de sites marchands actifs \*



En 2008, l'e-commerce devrait dépasser la barre des 20 milliards d'euros, à 21 milliards, et en 2010, nous atteindrons 32,8 milliards d'euros», a déclaré Marc L'olivier, délégué général de la Fevad, au cours d'une conférence de presse le mois dernier à Paris ... Source FEVAD (Fédération des entreprises de la vente à distance).

Et oui, vous avez compris que ma réponse est... oui, il y a un avenir pour le web en Pays Basque.

Cependant aujourd'hui, au Pays Basque, on constate un retard considérable dans les services de proximité disponibles sur le web. Pour les entrepreneurs dont la zone de chalandise est locale voici quelques idées pour développer votre business via le web :

#### Restauration :

- Envoi du plat du jour par sms au fichier client
- Envoi des menus de la semaine par email
- Lors d'un changement de menu : création d'un blog avec un concours pour la meilleure recette – le gagnant verra son plat faire partie du nouveau menu de l'établissement avec son nom

#### Pharmacies et parapharmacies :

- Journées conseils : au lieu de faire une animation « par marque », faire une animation par thème « peau acnéique, peaux sèches... » avec des spécialistes du secteur et un site web (ou blog) pour faire connaître l'évènement auprès des clients et un envoi régulier d'email pour que les clients soient au courant bien en amont.

#### Boutiques :

- Mettre en place un club (à l'image du club de la marque DPAM, très bien fait), donner des cartes, envoyer des remises ponctuelles par sms (pas plus d'un par trimestre), pour bénéficier de la remise, le client doit présenter le message à la caisse.

#### Clubs & associations :

- Mettre en place un site ou blog pour présenter les activités de l'organisme, permettre le paiement en-ligne des activités et des adhésions par carte bancaire, mettre l'agenda des activités en-ligne, créer un espace d'échange de fichiers pour les adhérents...

#### Pâtisseries :

- Création d'un site pour la commande de gâteaux personnalisés pour des événements, permettre le paiement d'arrhes en-ligne par carte bancaire.

#### Artisans du BTP :

- Création d'un espace client pour suivre l'avancement du chantier en cours, pour télécharger les factures, pour valider des étapes de construction...

J' ai des idées et je suis certaine que vous en avez aussi...

J'entends souvent autour de moi : mais – c'est compliqué, les clients ne vont pas adhérer, ils ne voudront pas me donner leurs coordonnées, etc. etc... Ma réponse ?

Oui, c'est vrai que si vous n'offrez pas ce service, vos clients ne vont pas adhérer.

Et, c'est justement là où je voudrais en venir : Si nos commerces locaux n'offrent pas ces services... eh bien, les grandes enseignes nationales ne tarderont pas à le faire. Déjà, on peut acheter des gâteaux personnalisés sur le web,

acheter des vêtements sur le web, acheter de la hi-fi, des produits informatiques...

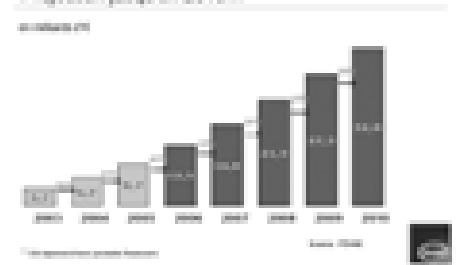
Il est important DES MAINTENANT que les commerçants locaux se positionnent pour qu'e les services et commerces locaux du Pays Basque puissent continuer à prospérer, à créer des emplois et de l'animation dans nos centres villes.

Il y a dix ans j'entendais « Internet ? Mais je viens d'avoir le fax ! ». Ce n'est plus le cas aujourd'hui, désormais 90% des entreprises en France ont une connexion Internet.

Une connexion Internet, c'est un bon début. Maintenant, il faut développer les services locaux et prendre en main les outils du marketing sur le web.

Et, pour finir une projection de la croissance du E-commerce en France.

Projection jusqu'en 2010...





Le bombardement de Guernica immortalisé par Picasso.

## Histoire du nationalisme basque

### Guerre Civile et Mémoire Historique

En ce soixante-dixième anniversaire du déclenchement de la guerre civile, les ouvrages sur celle-ci dépassent largement le nombre de 20.000. Les films et les documentaires sont également nombreux. Loin de se tarir, la source que constitue la guerre civile d'Espagne connaît même depuis quelques années une vogue impressionnante. Certes, on savait depuis L'Espoir de Malraux ou depuis Pour qui sonne le glas d'Hemingway, depuis aussi le Guernica de Picasso que cette guerre allait frapper durablement les imaginations et marquer fortement les esprits. On n'imaginait pas cependant qu'elle allait rester aussi longtemps sur le devant de la scène. Mais, il n'en a pas toujours été ainsi.

### La Transition : privilégier l'oubli

Durant la période qui suivit la mort de Franco, connue sous le nom de Transition vers un régime démocratique (en gros, 1975 à 1979), on a voulu privilégier l'oubli ; on a voulu éviter de rouvrir les vieilles blessures, là où justement il aurait fallu les soigner car elles n'étaient pas encore cicatrisées. Il y a eu à cette époque, un pacte non écrit de l'oubli qui a été approuvé par les différentes forces politiques d'alors. On peut dire que le pacte non écrit de l'oubli durant la Transition a permis la consolidation du régime comme après 1875, le pacte non écrit de l'alternance au pouvoir entre Cánovas del Castillo et Sagasta avait permis le succès de la Restauration.

L'heure était alors à la « nécessaire réconciliation entre tous les Espagnols ». Ce qui s'était passé autrefois en 1936 tenait d'une certaine « folie collective » dans laquelle les torts étaient partagés entre les camps franquiste et républicain.

La conséquence la plus grave de cet oubli fut la banalisation du franquisme, parfois présenté simplement comme le « régime antérieur » et la persistance surprenante de ses symboles sur les places et les rues des villes de la péninsule.

### La récupération de la mémoire

Il s'agit là d'une histoire très récente.

Le 20 novembre 2002, le Congrès des Députés de Madrid condamna pour la première fois et à l'unanimité, la dictature de Franco.

Le 1er décembre 2003, eut lieu dans l'enceinte de ce même Congrès, une cérémonie particulièrement émouvante d'hommage aux victimes du franquisme. Tous les groupes politiques participèrent, sauf le Parti Populaire (alors au pouvoir) qui s'abstint sous le prétexte que les blessures de la guerre civile « étaient fermées ».

Il s'agit donc maintenant de récupérer la mémoire historique, de récupérer la mémoire des vaincus, de rendre hommage aux vaincus, aux fusillés et à leurs familles, de faire en sorte que la dignité leur soit enfin rendue, à eux qui ont dû rester si longtemps silencieux.

Les vaincus de la guerre sont restés en effet muets et traumatisés ; souvent, leurs fils aussi mais aujourd'hui, ce sont leurs petits-fils voire leurs arrière petits-fils qui veulent savoir ce qui s'est réellement passé au cours de la terrible tragédie de 1936-1939.

Récupérer la mémoire historique de la Guerre Civile signifie aussi pour beaucoup retrouver les corps de leurs morts : et ici, il convient de citer la constitution de l'Association pour la Récupération de la Mémoire Historique (ARMH), la résolution du Congrès des Députés de Madrid du 20 novembre 2002 et l'Accord du Gouvernement Basque du 17 décembre 2002, créant une Commission destinée à faciliter les recherches réclamées par les familles pour mener à bien la localisation et l'identification des victimes parfois ensevelies dans des fosses communes. On estime qu'au Pays Basque, il y aurait 5.000 disparus de la sorte, dont 1.100 en Gipuzkoa et 3.000 en Navarre.

Le Congrès des Députés de Madrid a décidé le 22 juin dernier que 2006 serait l'année de la Mémoire Historique. Est en préparation, une loi de Récupération de la Mémoire Historique qui pour l'heure, ne semble pas faire l'unanimité, le projet du PSOE étant jugé par beaucoup comme bien trop timide.

Selon un sondage paru dans El País (18 juillet 2006), 64,5% des Espagnols veulent qu'on étudie tout ce qui a trait à la Guerre Civile, qu'on retrouve les fosses communes et qu'on procède à la réhabilitation de toutes les victimes.

Actuellement, l'idée qui prédomine dans l'opinion publique est que la Guerre Civile ne fut pas la conclusion fatale d'un drame inévitable mais qu'elle fut le soulèvement d'une partie de l'armée contre un régime légitime et démocratique. Il est à souligner que le 7 octobre 2006, dans une déclaration solennelle à Gernika, le gouvernement basque a fait siens « les principes et les valeurs qui servirent de guide au premier gouvernement de 1936 et qui orientent l'action de l'actuel gouvernement basque de 2006,

comme héritier et continuateur du legs de paix, de démocratie et de liberté du peuple basque ». C'est la première fois que d'une manière aussi forte, le lien est établi entre les deux gouvernements – celui d'Aguirre et celui d'Ibarretxe – marquant ainsi une claire continuité historique.

Par Jean-Claude Larronde



### Livre

Il est de tradition de se demander si Ibai gunea, le lieu de(s) rivière(s), origine du nom de Bayonne est aujourd'hui gasconne ou basque !

Eh bien il est peut-être temps de voir la ville avec d'autres yeux, ceux d'un guide original qui nous fait découvrir que la ville est plus un mille-feuille vivant qu'une crêpe endormie. Que l'on soit d'une part Etcheverry basque, Cazenave gascon, Maisonave, Occitano-français ou Maisonneuve, français, on porte la maison nouvelle dans chaque cas dans chacun des quartiers de la ville.





## Hegoalde, le turbo de la culture basque

Les relations transfrontalières sont régulièrement évoquées. Mais il existe déjà sur le terrain une réelle solidarité transfrontalière sans laquelle nombre d'activités culturelles, médiatiques ou de promotion de l'euskara seraient compromises.

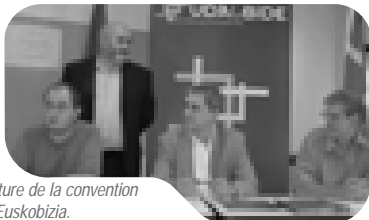
### Une bouffée d'oxygène

Crée en 1999, Udalbide, la fondation des élus municipaux basques proches d'EAJ-PNB et d'EA est devenu un acteur incontournable de la vie culturelle ou médiatique du Pays basque nord. Udalbide aura injecté cette année plus de 230 000€ pour financer des projets d'investissement ou d'animation sur tout le Pays basque nord. Dernièrement, une série de conventions ont été signées avec des partenaires souletins, à Mauléon.

Udalbide intervient sur des initiatives où son intervention s'avère indispensable, faute de financements publics suffisants.

Concernant les médias, à titre d'exemple, le groupe de radios bascophones Euskal Irratiak a bénéficié de 10 000€. Les promoteurs du site d'information générale des 7 provinces basques [www.euskobizia.com](http://www.euskobizia.com) pourront acquérir du matériel indispensable à son développement, avec une aide de 10 000€.

Les animations culturelles très diverses en Pays basque nord sont souvent difficiles à financer.



Signature de la convention avec Euskobizia.

Udalbide est un vrai ballon d'oxygène pour de nombreux responsables associatifs. Une association comme Aitzindariak aura bénéficié cette année d'une enveloppe de 5 000€. Le gouvernement basque aussi intervient dans le monde culturel basque. C'est un partenaire privilégié de l'Institut Culturel Basque, matérialisé par une convention annuelle pour une enveloppe globale de 40 000€/an pour 3 ans. Grâce à cette aide, des artistes d'Iparralde seront programmés en Hegoalde et inversement, l'exposition « batek mila euskal munduak » sera également diffusée Outre-Bidasoa.

### Les ikastola se tournent vers le sud

Seaska, la fédération des ikastolas défend un modèle d'enseignement particulièrement efficace pour l'acquisition de l'euskara. La solidarité du Pays basque sud y est très forte et ciblée. Elle est particulièrement visible lors du rassemblement d'Herri Urrats. Elle est plus discrète,

mais tout aussi indispensable de la part des institutions. Le gouvernement basque est aujourd'hui un partenaire privilégié de Seaska, en particulier sur la construction des bâtiments scolaires. Cette année, deux ikastola ont été inaugurées, celle de St Etienne de Baigorri et le collège Piarres Larzabal de Ciboure. L'apport du gouvernement de Gasteiz et celui d'Udalbide auront été importants. L'aide de ces institutions est particulièrement précieuse puisque la loi Falloux rend quasiment impossible le financement d'écoles privés par les pouvoirs publics français.

### De la réticence à l'ouverture

L'histoire récente de la solidarité de nos frères du sud pour le développement culturel, en Pays basque nord aura été marquée par une phase de défiance de la part des organes officiels français. « c'est la colonisation par l'argent » avait-on l'habitude d'entendre, des associations critiquées pour avoir capté de l'aide d'Udalbide. Le décalage était abyssal entre les deux Pays basque. Concernant l'euskara, l'équivalent du financement d'un Guggenheim par an pour la reconquête linguistique là-bas, une absence chronique de politique linguistique ici. Nos frères du sud ont joué le rôle d'aiguillon. Les décideurs locaux ne souhaitaient plus être débordés de la sorte par un phénomène devenu incontrôlable. Parallèlement, la démarche Pays basque 2010 a également favorisé une évolution des mentalités en faveur d'une politique publique à l'égard de l'euskara. Résultat : la création de l'Office

Public de la langue basque qui présente actuellement un projet de « politique linguistique ». La route est encore longue. Le gouvernement basque mis à la marge lors des années Aznar est aujourd'hui un partenaire recherché. Une convention de partenariat est même en cours d'élaboration avec l'Office Public. Au-delà de l'apport financier, une solidarité d'un nouveau type se dessine, celle du transfert d'expérience, celle de la transmission d'un savoir-faire de 20 ans d'action publique auprès des autorités locales d'Iparralde. Favorisera-t-elle une accélération des prises de position de la part des dirigeants locaux ? Pourront-ils longtemps vanter les mérites du modèle du Pays basque sud sans démarche volontariste en faveur de l'officialisation de l'euskara ici ? La généralisation de l'offre d'enseignement en euskara avancée lors de Pays basque 2010 restera-t-elle encore un beau principe rangé dans les cartons ou deviendra-t-elle une réalité ?

La phase qui s'ouvre sera déterminante. Tant au niveau culturel que linguistique, les clés de réussite du Pays basque sud sont aujourd'hui connus des dirigeants locaux grâce aux échanges d'expertise. L'exemplarité de la réussite finira-t-elle par rendre évidente les revendications défendues depuis des années par les abertzale ? L'avenir le dira. Hegoalde joue en tout cas un rôle de piston incontournable aujourd'hui.



Inauguration du collège Piarres Larzabal.





## *Alderdi eguna 2006 : Iparralde a répondu présent*



Des flots incessants de bus et de voitures se déversent vers un champ situé près de l'aéroport de Foronda, en Araba, en ce dimanche 24 septembre. C'est là que, chaque année, se donnent rendez-vous tous les militants d'EAJ-PNB. Et ce rendez-vous a un nom : alderdi eguna (le jour du parti).

Et bien sûr, une délégation d'Iparralde était du voyage flanquée de renforts de poids, les militants corses du PNC, quelques amis bretons, occitans, catalans et savoisiens. Jon, Philippe et Beñat étaient, eux arrivés, la veille pour préparer le terrain. C'est que pour la troisième année consécutive, les militants d'Iparralde tenaient un txosna, c'est à dire un grand comptoir où l'on peut se désaltérer mais aussi goûter aux spécialités maison de pintxos. Et vu le temps qu'il a fait, les pintxos chauds ont eu le plus de succès.

Mais par miracle (sans doute grâce à la messe du matin qui ouvre chaque alderdi eguna) le climat est redevenu clément le temps que le défilé puisse se dérouler. Et là, toutes les assemblée municipales du parti ont défilé sous les applaudissements de milliers de sympathisants. Les biltzar d'Iparralde y ont pris fièrement leur place avec leurs pancartes portées bien haut. Et c'est là que l'on se rend compte que la grande famille basque continue d'exister : basques des provinces du sud, du nord, mais aussi basques du Chili, d'Argentine, du Mexique...

Bien sûr la journée était aussi politique. Le lehendakari Juan Jose Ibarretxe et le président jeltzale Josu Jon Imaz en tenues décontractées ont alors parlé politique pour rappeler que le peuple basque existe avec ses devoirs envers le reste de l'humanité mais aussi avec ses droits.

## LEMA EGUNA

*Le 02 décembre, à Bayonne*



**En matinée :** "Sortir du centralisme" avec Jean Ollivro, universitaire, géographe, auteur du livre : "centralisme ou démocratie", **JOSU JON IMAZ**, président national d'EAJ-PNB et Jose Maria Muñoa, délégué aux Affaires Extérieures du Gouvernement basque.

**L'après-midi :** "Jose Antonio Agirre et le premier gouvernement basque", diffusion d'un documentaire suivi d'une conférence avec Jean Claude Larronde.



## L'élu du mois : Beñat Inchauspé



Rencontre avec Beñat Inchauspé, 45 ans, conseiller général du canton d'Hasparren depuis avril 2004, centriste et sans étiquette politique.

### Quel est le rôle du pays de Hasparren dans l'évolution du Pays Basque Nord ?

Pour répondre à cette question, il me faut vous préciser que l'Institution de référence est à mes yeux, la Communauté de Communes du Pays de Hasparren, Hazparne-ko-Lurralde présidée par le très dynamique et ami Jean FALAGAN (Maire de Briscous).

Ce territoire est « multi-cantonal » puisqu'il englobe 6 communes du Canton de Hasparren, 3 du Canton de La Bastide-Clairence, et 1 du Canton d'Iholdy.

Le Pays de Hasparren dans sa forme de Communauté de Communes, comprend à ce jour, 10 collectivités totalisant environ 12 500 habitants (Ayherre, Bonloc, Briscous, Hasparren, Hélette, Isturits, Macaye, Mendionde, Saint-Esteben, Saint-Martin-d'Arberoue).

Sa superficie de 24.218 ha. Lui confère un atout indéniable en matière foncière, pour cette zone située à mi-chemin entre la côte et le Pays Basque intérieur.

Le rôle que joue cette communauté est déjà très important en matière économique, sociale, culturelle et environnementale.

Dans le 1<sup>er</sup> domaine (l'économie), 7 ha 50 sont en cours d'achèvement d'aménagement à Briscous, afin d'y accueillir des entreprises (13 lots), avec la préservation et/ou la création des emplois qui y sont liés.

Une pépinière d'entreprises existe à Hasparren qui est remplie par des créateurs (au nombre de 9), dont le but est de faciliter, en les accompagnant, les premiers pas de ces nouvelles sociétés. Dans le domaine du tourisme, la Communauté contribue à l'accueil, la conception de produits et leur promotion, par le financement de l'Office de Tourisme du Pays de Hasparren, basé à Hasparren.

En matière sociale, l'implication de la Communauté se traduit notamment par la mise en place d'une politique en faveur de l'enfance et des personnes âgées (aide et soutien à domicile, assistance maternelle, crèche familiale et halte-garderie), dont l'opérateur est l'association « LAGUNTZA ETXERAT » située à Hasparren.

En matière culturelle, la Communauté a signé un contrat de partenariat actif avec le Conseil général et le Centre culturel « EIHARTZEA », ce dernier ayant été désigné comme opérateur par la Communauté.

Un partenariat est également en cours, avec le Département et l'Association « SOINU BILA » pour tout ce qui concerne l'éducation musicale sur le territoire du Pays de Hasparren.

Les deux thèmes qu'il conviendrait, à mon sens, de travailler prochainement sont ceux du patrimoine et de la lecture publique.

Dans le domaine de l'environnement, la compétence de la Communauté a été transférée en

matière de collecte de déchets à un Syndicat mixte dont elle est membre, lequel regroupe 16 communes (environ 14.000 habitants).

Une déchetterie a déjà été réalisée à Hélette et une seconde est projetée sur Hasparren (recherche de terrain en cours).

En outre, la Communauté exerce ses compétences en matière d'entretien et d'aménagement des cours d'eau.

Les défis à relever pour l'avenir sont tout d'abord de continuer à faire vivre et évoluer les dispositifs actuels dans les matières sus évoquées, ainsi que de contribuer à résoudre les difficultés liées à l'Habitat.

La saturation foncière vécue sur la Côte rend notre territoire encore plus attractif.

A nous de nous ouvrir, tout en nous préservant, en réfléchissant au préalable au type d'urbanisation voulu, et surtout à ce que nous ne souhaitons pas que notre territoire devienne (spéculation à outrance...).

La situation géographique du Pays de Hasparren, sa densité foncière, ainsi que son animation actuelle et future, placent indiscutablement ce territoire au cœur de l'évolution du Pays Basque Nord, une évolution que je souhaite conforme aux aspirations des populations qui y vivent, mais surtout, concertée et maîtrisée.

### Le fonctionnement actuel du département des Pyrénées Atlantiques est-il satisfaisant ? Une institution à l'échelle du Pays Basque ne serait-elle pas plus efficace ?

Depuis mon élection de Conseiller général, il y a 2 ans, je continue d'apprendre à mieux connaître l'Institution départementale.

L'Assemblée des Conseillers généraux décide des réalisations par le vote des délibérations.

L'Exécutif départemental (Président et Vice-présidents) est véritablement au cœur de la décision pas ses propositions et la mise en application des délibérations.

Les Services du Conseil général ont une importance particulière en matière de préparation des dossiers ainsi que d'avis techniques.

Ils ne sont, fort heureusement pas, tous concentrés à Pau (Chef-lieu du Département), puisqu'une direction existe à Bayonne pour les Services opérationnels suivants : Infrastructures, Environnement, Transports, Industrie, Artisanat, Agriculture, Pêche, Développement local et Aide aux communes, Transfrontalier, Politique linguistique, Culture, Patrimoine, Collèges, Technologies d'information et de communication. Pour y travailler fréquemment, cette territorialisation est, selon moi, une excellente chose en terme de réactivité (capacité d'expertise technique et de décision politique appropriée) et de proximité.

Je tiens ici à remercier très sincèrement son initiateur principal, Jean-Jacques Lasserre, l'actuel

Président du Conseil général.

Maintenant, si votre question est destinée à savoir si je suis favorable à un Département Pays Basque, ma réponse est toujours positive pour des raisons que j'ai exprimées lors des élections cantonales dernières.

### Que pensez-vous d'EAJ-PNB ?

Il faut d'abord que vous sachiez que je n'appartiens à aucun parti politique. Je me reconnais au sein d'une droite modérée, ouverte, tolérante et sociale, avec des aspirations linguistiques, économiques et culturelles basques, exprimées de manière pacifique et constructive. Je récuse toute forme de violence quels qu'en soient l'origine et les auteurs.

Centriste « euskaltzale » est le terme qui définit le mieux mes idées et mes convictions.

Ces préceptes, je peux les retrouver, dans la philosophie politique du P.N.B., ou d'une U.D.F. « basque ».

Concernant toutefois le P.N.B., je ne crois pas à la « copie collée » en Pays Basque Nord, de ce qu'est ce parti au Sud.

L'Histoire de nos territoires est différente ainsi que sa sociologie politique, et a des particularités qui expliquent des avancées et des réalisations très significatives en « Hego-Alde », difficilement transposables, en totalité du moins, et à ce jour, en « Ipar Alde » (« miracle » économique, culturel et linguistique...).

Cela tient, à mon sens, à l'Histoire, comme je le disais, mais aussi aux Institutions et à leur liberté d'action (juridiques, mais également financières très développées dans la Communauté Autonome d'EUSKADI).

Tous les courants de pensée basés sur la tolérance et une reconnaissance territoriale spécifique et pacifique ont du bon, et le P.N.B. n'échappe pas à cette règle...

C'est l'un des rares – voire le seul (?) – parti basque de droite, et cela pourrait plutôt nous rapprocher... mais ce n'est pas aujourd'hui que je prendrai la carte d'EAJ-PNB... ! (sourire).

Je tiens trop à mon indépendance vis-à-vis des « appareils de parti ».

Enfin, si vous permettez, laissez-moi vous rappeler, en toute sérénité, le soutien que EAJ-PNB avait apporté lors du 1<sup>er</sup> tour des élections cantonales dernières sur Hasparren, aux seuls candidats qui arboraient le logo de BATERA...

Je reprenais dans mon engagement, chacun de ces 4 points, sans toutefois accepter le « donnant-donnant » soutien contre logo..., formalisme dans lequel je ne me reconnais pas et auquel je me soustrayais, considérant BATERA comme un courant de société auquel j'adhère, et non comme une organisation figée... !

La forme a certes son importance, mais elle ne devrait jamais primer sur le fond... !